

Washington: Ministère de la Justice et FBI dans la tourmente

Il est en train de se passer des choses proprement inouïes au Etats-Unis et bien entendu la presse française n'est au courant de rien puisque le New York Times n'en parle pas.

Je vais essayer de résumer du mieux que je le peux ce que je crois avoir compris mais comme de nouveaux développements ont lieu tous les jours, rien n'est encore inscrit dans le marbre.

La thèse centrale est la suivante: il y aurait eu un véritable complot unissant les responsables du ministère de la Justice aux dirigeants du FBI pour essayer de faire gagner à tout prix madame Clinton et donc perdre monsieur Trump.

Et ce complot aurait continué une fois l'élection passée, le but étant d'obtenir une procédure de destitution du Président Trump pour collusion avec l'ennemi que serait la Russie de Poutine

Pour démontrer cette collusion, le parti démocrate aurait fait appel à une firme assez douteuse appelée « Fusion », dont la spécialité est d'aller chercher des trucs degueulasses sur les candidats républicains.

Fusion fit appel à une ex barbouze britannique, ancien chef de poste à Moscou, où il avait gardé de bons amis et un « dossier » fut produit, rempli de saloperies sur les exploits sexuels de monsieur Trump à Moscou.

Et tout le monde de se rendre compte qu'il n'y avait rien de vrai la dedans.

Ça c'est la première version.

La deuxième qui vient se sortir est infiniment plus sinistre

Au ministère de la Justice se trouve un homme très haut placé, monsieur Ohr.

Il semble qu'il ait eu des contacts avec Fusion bien avant que le parti démocrate ne s'y intéresse.

Et l'épouse de ce personnage, spécialiste de la Russie, jusqu'à l'été 2016 travaillait chez... Fusion

De là à penser que tout ce petit monde, démocrates, Clinton, ministère de la Justice, Fusion travaillaient tous ensemble et depuis très longtemps, il n'y qu'un pas que les élus républicains sont en train de faire avec allégresse.

Et ce genre de relations laissent en générale des traces écrites ou comptables...

Et bien entendu, monsieur Ohr n'avait prévenu personne de ses contacts avec Fusion, ce qui est illégal.

Mais il y a pire

Le numéro quatre au FBI est un certain Peter Strzok et c'est lui qui était chargé de mener l'enquête sur les irrégularités de madame Clinton ayant utilisé un serveur non protégé quand elle était ministre des affaires étrangères.

Ce remarquable personnage fit preuve de la plus grande indulgence vis à vis de madame Clinton.

Et de l'interroger sans lui faire prêter serment, et de rédiger des conclusions l'innocentant alors même que l'enquête n'était même pas finie... et cette mansuétude alla jusqu'à changer les conclusions de son équipe à la fin de l'enquête, de « grossly negligent », qui impliquait la prison pour madame Clinton à « extrêmement légère » qui n'avait aucune conséquence juridique.

Et monsieur Comey de se coucher tranquillement et d'accepter ce changement qui blanchissait madame Clinton, sans rien dire.

Mais il y pire: ce brave monsieur Strzok avait une maîtresse au service juridique du FBI avec laquelle il a échangé plus de 10000 emails en quelques mois.

Dans plusieurs de ces email, il parle de réunions dans le bureau du numéro deux du FBI, monsieur McCabe, pendant lesquelles étaient discutés les plans pour dégommer monsieur Trump, lui même se faisant fort de faire le nécessaire pour « sauver les USA »

Et il y a des traces écrites de ces discussions, que le Congrès réclame à cors et à cris...

Or ce brave monsieur McCabe était un ami personnel des Clinton, et le parti démocrate avait du coup remis 650000 dollars à madame McCabe pour qu'elle fasse campagne en Virginie...ce qui est gigantesque pour une élection locale.

La corruption et l'abus de pouvoir apparaissent évidents.

Et qui plus est, il se murmure que monsieur Strzok aurait utilisé le faux dossier fabriqué par l'ancien des services secrets britanniques pour solliciter le droit de faire mettre sur écoute le candidat Trump et toutes ses équipes.

Si cela est prouvé, cet homme finira sa vie en prison.

Mentir sous serment en produisant des documents que l'on a fabriqué soi-même est passible de la prison à perpétuité.

Or monsieur Trump fut mis sous écoute, tout le monde le sait.

Si c'est monsieur Strzok qui a introduit la demande pour les écoutes, il est foutu mais il a beaucoup de choses à raconter.

Et si c'est monsieur Comey, c'est encore pire.

Si c'est la ministre de la justice d'Obama, nous avons une crise de régime.

Et pourtant c'est encore ce monsieur Strzok qui a été sélectionné par le procureur spécial monsieur Mueller, pour prouver les liens entre Trump et Poutine.

On n'y croit pas tellement cela paraît gros...

Et toute l'opération Mueller du coup apparaît comme une preuve de plus de ce complot du FBI et du ministère de la Justice contre le Président élu puisque Mueller et Comey sont les meilleurs amis du monde.

La question que ces révélations amène à se poser est donc toute simple: avons nous assisté à la première tentative de coup d'état aux USA depuis les débuts de la République?

Et cette tentative aurait unie le FBI, la CIA, le ministère de la Justice, le parti démocrate, le président Obama et son ministre de la Justice Loretta Lynch et quelques sous-fifres.

Voilà qui est infiniment plus grave que Watergate et qui pourrait amener à une déroute sans pareille des oints du seigneur américains, car aussi bien le FBI que le ministère de la Justice sont sous le contrôle du congrès, même si les juges ne le sont pas.

Et tout ce joli monde pourrait se retrouver en prison assez rapidement, surtout si l'un ou l'autre se mettent à parler pour éviter d'y finir leurs jours.

Il s'agit donc d'une affaire immense mettant en danger ce qu'il est convenu d'appeler « l'État profond » et la structure même des institutions aux USA.

Et dire que si madame Clinton avait été élue, nous n'aurions jamais rien su de tout cela.

On l'a échappé belle...

Mais la bataille ne fait que commencer, elle est loin d'être gagnée et j'aurais sûrement l'occasion d'en reparler.

La bagarre va être féroce et les élections de 2018 porteront la dessus, sans aucun doute.

On est quand même drôlement content de vivre en France où ce genre d'interventions de la Justice pour faire élire ou battre un candidat est inenvisageable.

Et du coup, nos ODS restent bien en place, et notre État profond impavide.

Ouf.